



DÉCLARATION DE SUD ÉDUCATION HÉRAULT A LA CAPD DU 10 OCTOBRE 2016

La rentrée scolaire s'est déroulée dans un climat politique délétère de surenchère sécuritaire qui assimile une partie de la population la plus socialement fragilisée au terrorisme sous couvert de prétendus débats sur la laïcité.

Le traitement actuel de ces questions par celles et ceux qui nous gouvernent ou aspirent à le faire participe au développement des comportements xénophobes et racistes dans la population, tout cela favorisé par certains traitements médiatiques indignes..

C'est dans ce contexte que le ministère de l'éducation nationale a publié fin juillet des instructions relatives aux mesures de sécurité dans les écoles et les établissements scolaires à la rentrée scolaire 2016.

Ces mesures, qui transforment les enseignants et directeurs en vigiles d'une école désormais fermée, voire bunkérisée, nous alertent. Nous refusons d'enseigner la peur. Nous travaillons chaque jour à construire une école intégratrice, bienveillante et accueillante.

Pourtant, il nous faut désormais « développer une culture commune de la sécurité ». Nous considérons que ces mesures sont anxiogènes, liberticides, et aggravent la charge de travail des personnels quand elles ne débordent pas totalement le cadre de leurs missions.

Au lieu de rassurer élèves et personnels, ces mesures vont les habituer à vivre dans la peur ; au-delà elles œuvrent à obtenir le consentement aux instruments de contrôle social et de restriction des libertés publiques. Elles s'inscrivent ainsi dans la même logique que l'état d'urgence permanent.

Dans le même temps, le nouveau livret scolaire numérique, qui s'inscrit dans la même logique que le LPC, mais en bien pire, puisqu'il intègre dans une même application le livret de compétences du socle commun, les bulletins périodiques des élèves, les différents parcours et attestations, mais aussi des éléments de suivi des élèves en difficulté, participe de la constitution d'un véritable **casier scolaire**, au service de la normalisation et du profilage des élèves, chère à cette société néolibérale, pour qui seul ce qui est quantifiable et mesurable compte, accentuant et justifiant les inégalités.

SUD éducation se bat pour la suppression du système actuel d'évaluation basé sur

l'inspection-notation, qui est par ailleurs totalement décrédibilisé aux yeux des collègues. Mais celui que projette le ministère pour le remplacer, basé sur l'instrumentalisation managériale de l'autoévaluation et l'entretien professionnel, est encore pire.

Au lieu de donner à la profession plus de liberté pédagogique et d'autonomie, au lieu d'accompagner les enseignants par le suivi et la formation continue, au lieu de soutenir les initiatives de projets de formation individuels de tous, le projet révélé le 23 août promet une soumission à la hiérarchie encore plus grande.

Alors que certains se félicitent de cette réforme et réclament « des critères qui permettent de classer objectivement les personnels », nous considérons que tant que ces évaluations ne seront pas totalement déconnectées de l'évolution des carrières et des rémunérations, ce mode d'évaluation ne peut être qu'un exercice hypocrite de soumission aux attendus institutionnels, ne révélant rien du véritable travail quotidien des enseignants dans leur classe.

A l'heure où la bienveillance et le respect de chacun sont les maitres-mots des nouveaux programmes, nous attendons leur mise en pratique au niveau institutionnel aussi bien envers les enseignants, qu'envers les élèves à travers leurs conditions de scolarisation (rythmes scolaires, effectifs, manques de moyens matériels, manque de remplaçants, locaux délabrés...).

Les élus Sud éducation en CAPD de l'Hérault